

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*
Affaire Numéro CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur de la requérante Françoise Helene Oppenheimer,
agissant également en qualité de représentante de Marceline Sylvie Oppenheimer

concernant les comptes bancaires de Gaston Winston, Mme Gaston Winston, Paul Oppenheimer et René Oppenheimer

Numéros de requêtes: 220260/MO, 220261/MO

Montant de la décision d'attribution : 1,699,466.40 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur les requêtes déposées par Françoise Helene Oppenheimer (ci-après : « la requérante ») concernant le compte de Gaston Winston et de Paul Oppenheimer auprès de la succursale genevoise de la Banque (ci-après : « la Banque I ») et concernant le compte de Mme Gaston Winston et de René Oppenheimer auprès de la succursale de Liebfeld de la Banque (ci-après : « la Banque II ») (ci-après, ensemble: « les titulaires des comptes »).

Toutes les décisions sont publiées. Lorsque, comme en l'espèce, le requérant ne demande pas que sa requête soit traitée de manière confidentielle, seul le nom de la banque n'est pas divulgué.

Informations fournies par la requérante

La requérante a soumis deux formulaires de requête dans lesquels elle identifie les titulaires des comptes comme étant son père, René Oppenheimer, sa grand-mère paternelle, Camille Golda Winston, née Lazard, son grand-père adoptif, Gaston Winston, et son grand-oncle, Paul Oppenheimer. La requérante a soumis des informations détaillées sur sa famille, en indiquant que sa grand-mère paternelle, Camille Golda Winston, née Lazard, avait été née le 14 juillet 1885 à Strasbourg, France. La requérante ajoute que sa grand-mère avait épousé en premières noces Nestor Oppenheimer le 8 septembre 1909 à Nogent-en-Bassigny, Haute-Marne, France, et qu'ils avaient eu un enfant, René Solomon Oppenheimer (le père de la requérante), né le 22 juillet 1911 à Managua, Nicaragua. La requérante indique également que Nestor Oppenheimer avait un frère, Paul Oppenheimer, au sujet duquel il n'y a plus d'informations dans les formulaires de requête. Selon la requérante, après la mort de son premier mari, Camille Lazard

avait épousé Gaston Winston le 2 avril 1935, avec qui elle n'avait pas eu d'enfants. La requérante précise que Gaston Winston avait été né le 20 janvier 1886 à Texarkana, États Unis, qu'il était le fils de Joseph et Josephine Winston et qu'il était un importateur. D'après les documents soumis par la requérante, Gaston Winston résidait ensemble avec sa femme au 24 rue du Broccadoré à Paris, France.

La requérante a également indiqué que son père, René Oppenheimer, avait épousé Marisa Silvia Alfandari le 22 mai 1947 à Bruxelles, Belgique, et qu'ils avaient eu deux filles : la requérante, née à Paris le 18 juin 1950, et sa sœur Marceline Sylvie, née également à Paris, le 25 janvier 1953. Selon la requérante, son père était un homme d'affaires qui avait résidé à Paris pendant toute sa vie, en particulier au 12 Avenue Le Bourdonnais, et au 51 Avenue de Montaigne.

La requérante indique que son père et Gaston Winston étaient tous deux juifs et que son père, René Oppenheimer, avait été arrêté par les nazis et avait été détenu dans le camp de concentration de Drancy en 1942, tel qu'il ressort des documents soumis para la requérante. Selon la requérante, son père avait obtenu des faux papiers figurant comme non-juif, grâce auxquels il avait été mis en liberté. La requérante indique que son père est resté en France durant la Seconde Guerre Mondiale et qu'il est mort à Ville d'Avray, France, le 1^{er} septembre 1996. La requérante ajoute que sa grand-mère et Gaston Winston avaient résidé aux États Unis pendant la Seconde Guerre Mondiale, où Gaston Winston est décédé le 14 avril 1944 à New York. Sa grand-mère est décédée le 29 août 1971 à Paris.

À l'appui de ses requêtes, la requérante a soumis plusieurs documents, notamment son passeport français, son livret de famille, l'acte de décès et un testament holographe de sa grand-mère, un document démontrant que René Oppenheimer avait été détenu à Drancy, l'acte de mariage de ses parents, le livret français de famille et l'acte de décès de Gaston Winston.

Informations contenues dans les documents bancaires

Les documents bancaires de la Banque I consistent en plusieurs bilans de compte, y compris des fiches et des contrats d'ouverture de compte, des extraits imprimés de la banque de données de la Banque I et des échantillons de signatures. Il ressort des documents bancaires que les titulaires conjoints des comptes étaient Paul Oppenheimer et Gaston Winston, résidant au 24 rue du Boccador, Paris, et les porteurs de la procuration étaient, en date du 1^{er} septembre 1937, M. René Oppenheimer et la femme de Gaston Winston, Mme Gaston Winston. Il ressort des documents bancaires que les détenteurs des comptes étaient en possession d'un dépôt de titres et d'un compte courant en dollars des États Unis, numéro DL 19624, ouverts le 22 décembre 1936. Les documents bancaires indiquent que les détenteurs des comptes avaient manifesté leur intention de transférer la somme de 25,000.00 dollars des États Unis provenant d'un compte dans la Banque II (probablement lors de l'ouverture des comptes), mais il ne reste aucune trace dans les documents bancaires démontrant que ce transfert a en effet eu lieu. Il ressort également des documents bancaires que des titres avaient été déposés à New York par la Banque au nom des détenteurs des comptes. Les documents bancaires ne précisent pas si les comptes dans la Banque I ont été fermés, à quelle date ni à qui les avoirs ont été versés.

Les réviseurs qui ont mené leur investigation dans cette banque pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions du Comité Indépendant de Personnalités Éminentes (« l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») n'ont pas trouvé les comptes en question dans le système des comptes ouverts de la banque et ont par conséquent présumé qu'ils étaient fermés. Ces réviseurs ont indiqué n'avoir trouvé aucune preuve d'activité sur ces comptes après 1937. Finalement, les documents bancaires montrent que ces comptes ont été gelés à la suite du Gel américain de 1941 des avoirs suisses déposés aux États Unis. Il ressort que le dépôt de titres gelé comprenait 4% d'actions du Canadian Pacific Railway du type *Perpetual Consolidated Debenture Stocks*, d'une valeur nominale de 12,000.00 dollars des États Unis et 5% d'obligations de l'International Telephone & Telegraph Corporation, d'une valeur nominale de 2,000.00 dollars des États Unis. Rien dans les documents bancaires ne semble indiquer que les titulaires des comptes, les porteurs de la procuration ou leurs héritiers aient fermé les comptes et en aient reçu les avoirs eux-mêmes.

Les documents bancaires de la Banque II consistent en un contrat sur un dépôt de titres conjoint et un formulaire de procuration. D'après les documents bancaires, les titulaires conjoints du compte étaient Mme Gaston Winston, née Lazard, et son fils, René Oppenheimer, résidant tous deux au 24 rue du Boccador, Paris. Le porteur de la procuration était Paul Oppenheimer. Il ressort des documents bancaires que les détenteurs du compte étaient en possession d'un dépôt de titres, ouvert le 17 juin 1936. Les documents bancaires ne précisent pas si le compte a été fermé, à quelle date, à qui les avoirs ont été versés ni quelle était la valeur du compte. Les réviseurs qui ont mené l'investigation de l'ICEP n'ont pas trouvé le compte en question dans le système des comptes ouverts de la banque et ont par conséquent présumé qu'il était fermé. Ces réviseurs ont indiqué n'avoir trouvé aucune preuve d'activité sur ce compte après 1945. Rien dans les documents bancaires ne semble indiquer que les titulaires des comptes, les porteurs de la procuration ou leurs héritiers aient fermé les comptes et en aient reçu les avoirs eux-mêmes.

Analyse effectuée par le CRT

Jonction des requêtes

Conformément à l'article 37(1) des Règles de Procédure pour le Règlement des Requêtes, telles qu'amendées, (ci-après : « les Règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation du CRT. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les deux requêtes de la requérante en une seule procédure.

Identification des titulaires des comptes

La requérante a identifié les titulaires des comptes de façon plausible. Les noms de ses proches correspondent aux noms publiés des titulaires des comptes. La requérante a également identifié le nom de jeune fille de sa grand-mère, l'adresse de sa grand-mère et de Gaston Winston à Paris, et le lien de parenté existant entre Gaston Winston et René Oppenheimer, ce qui concorde avec l'information non publiée concernant les titulaires des comptes qui figure dans les documents

bancaires. Finalement, la requérante a soumis des échantillons des signatures de sa grand-mère et de Gaston Winston qui correspondent aux échantillons des signatures gardées dans les documents bancaires.

Les titulaires des comptes en tant que victimes de persécutions nazies

La requérante a démontré qu'il est plausible que les titulaires des comptes et les porteurs de la procuration aient été victimes de persécutions nazies. La requérante a affirmé que René Oppenheimer, Camille Winston et Gaston Winston étaient juifs et que René Oppenheimer avait été interné dans le camp de concentration de Drancy pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Le lien de parenté entre la requérante et les titulaires des comptes

La requérante a rendu vraisemblable qu'elle est apparentée aux titulaires des comptes, en soumettant des documents démontrant qu'elle est la fille de René Oppenheimer et la petite-fille de Camille Winston. Elle a également soumis l'acte de mariage de sa grand-mère et de Gaston Winston. Rien ne semble indiquer que les titulaires des comptes aient d'autres héritiers en vie, en dehors de la requérante et de sa sœur, qu'elle représente dans cette procédure.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Compte tenu de l'application des présomptions (h) et (j), lesquelles figurent à l'article 28 (voir Annexe A) des Règles, le CRT conclut qu'il est plausible que ni les titulaires des comptes ni leurs héritiers n'aient reçu les avoirs des comptes. Sur la base de sa jurisprudence et des Règles, le CRT applique des présomptions pour déterminer si les titulaires des comptes ou leurs héritiers ont reçu les avoirs de leurs comptes.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur des requérants. En premier lieu, la requête est recevable conformément aux critères établis à l'article 18 des Règles. En second lieu, la requérante a démontré de manière plausible que les titulaires des comptes étaient son père, sa grand-mère, son grand-père adoptif et son grand-oncle et ces liens de parenté justifient qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni les titulaires des comptes ni leurs héritiers n'aient reçu les avoirs des comptes revendiqués.

Montant de la décision d'attribution

Dans ce cas, les titulaires des comptes étaient en possession de trois comptes : un dépôt de titres et un compte courant dans la Banque I et un deuxième dépôt de titres dans la Banque II. Tel qu'indiqué auparavant, il ressort des documents bancaires de la Banque I que le dépôt de titres comprenait 4% d'actions du Canadian Pacific Railway du type *Perpetual Consolidated*

Debenture Stocks, d'une valeur nominale de 12,000.00 dollars des États Unis et 5% d'obligations de l'International Telephone & Telegraph Corporation, d'une valeur nominale de 2,000.00 dollars des États Unis. La valeur en 1945 de 4% d'actions du Canadian Pacific Railway du type *Perpetual Consolidated Debenture Stocks* était de 56,113.20 francs suisses et la valeur en 1945 de 5% d'obligations de l'International Telephone & Telegraph Corporation était de 9,009.00 francs suisses¹. Par conséquent, la valeur totale en 1945 du dépôt de titres était de 65,122.20 francs suisses. Conformément à l'article 31(1) des Règles, la valeur actuelle du compte est obtenue en multipliant le montant précité par un facteur de 12, pour produire un montant total de 718,466.40 francs suisses pour le dépôt de titres de la Banque I.

Les documents bancaires de la Banque I n'indiquent pas la valeur du compte courant dans la Banque I; cependant, ces documents indiquent que les titulaires des comptes avaient manifesté leur intention de transférer une somme de 25,000.00 dollars des États Unis vers ce compte depuis leur compte dans la Banque II. Si les fonds n'ont pas été transférés, il est plausible qu'ils soient restés dans la Banque II. En tout cas, il faut allouer la somme 25,000.00 dollars des États Unis soit au compte courant de la Banque I soit au dépôt de titres de la Banque II. Cette somme de 25,000.00 dollars des États Unis équivaut à 76,500.00 francs suisses². Conformément à l'article 31(1) des Règles, la valeur actuelle du compte est obtenue en multipliant le montant précité par un facteur de 12, pour produire un montant de 918,000.00 francs suisses pour le compte courant de la Banque I.

En conséquence, le montant total d'attribution est de 1,699,466.40 francs suisses.

Répartition du montant de la décision d'attribution

La requérante représente sa sœur dans cette procédure. En application de l'article 23 des Règles, la requérante et sa sœur ont le droit de recevoir chacune la moitié du montant total d'attribution.

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe la requérante que, conformément à l'article 20 des Règles, ses requêtes feront l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels elle aurait droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

¹ La conversion en francs suisses faite dans ce paragraphe se base sur la valeur la plus élevée en 1945 des obligations dont il est question, tel qu'elle a été publiée dans le Wall Street Journal du 29 décembre 1945, et sur le taux moyen d'échange de dollars des États Unis en francs suisses en 1945.

² La conversion en francs suisses faite dans ce paragraphe se base sur le taux moyen d'échange de dollars des États Unis en francs suisses en 1936.

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants Spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal

SEULE LA VERSION ORIGINALE EN LANGUE ANGLAISE FAIT FOI

APPENDICE A

En l'absence de preuve plausible du contraire, le Tribunal présumera que les titulaires du compte, les ayant droits économiques ou leurs héritiers n'ont pas reçu les avoirs d'un compte revendiqué si une ou plusieurs des présomptions ci-dessous se vérifie³ :

- a) le compte a été fermé et que les archives du compte démontrent l'existence de persécutions ou si le compte a été fermé (i) après que l'obtention d'un visa suisse a été imposée le 20 janvier 1939 ou (ii) après la date d'occupation du pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique, et avant 1945 ou avant l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- b) le compte a été fermé après 1955, ou dix ans après l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- c) le solde du compte a été grevé de frais et de commissions durant la période précédant sa clôture et que le dernier solde connu du compte était modique ; ou
- d) le compte a été déclaré lors d'un recensement d'avoirs juifs réalisé par les Nazis ou dans d'autres documents établi par les Nazis ; ou
- e) le compte a été revendiqué auprès de la banque après la Seconde Guerre mondiale lorsque la banque n'a pas admis cette revendication ; ou
- f) le titulaire de compte ou l'ayant droit économique possédaient d'autres comptes qui sont ouverts mais en déshérence, en suspens, fermés et dont le solde a été porté à l'actif de la banque, fermés en raison du prélèvement de frais ou fermés et dont les avoirs ont été versés aux autorités nazies ; ou
- g) le seul titulaire ou ayant droit économique survivant du compte était un enfant à l'époque de la Seconde Guerre mondiale.
- h) le titulaire du compte, l'ayant droit économique et/ou leurs héritiers n'auraient pas pu obtenir des informations sur le compte de la part des banques suisses après la Seconde Guerre mondiale en raison de la pratique de ces dernières d'occulter ou de falsifier les informations concernant les comptes dans leurs réponses aux investigations entreprises par le titulaire du

³ Voir Independent Commission of Experts Switzerland – Second World War, Switzerland, National Socialism and the Second World War: Final Report (2002) (ci-après : « Rapport final de la Commission Bergier ») ; voir également Independent Committee of Eminent Persons, Report on Dormant Accounts of Victims of Nazi Persecution in Swiss Banks (1999) (ci-après : « Rapport de l'ICEP »). Le CRT a aussi pris en compte plusieurs lois, décrets et pratiques adoptés par le régime nazi et les gouvernements d'Autriche, des Sudètes, du Protectorat de Bohême et de Moravie, de la Ville libre de Danzig, de Pologne, de la portion du territoire polonais incorporée au IIIe Reich, du *Generalgouvernement* de Pologne, des Pays-Bas, de Slovaquie et de France, et ayant permis la confiscation d'avoirs juifs à l'étranger.

compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers, par crainte de voir leur responsabilité doublement engagée⁴ ; ou

- i) le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers résidaient dans un pays communiste d'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale ; et/ou
- j) il ne ressort pas des archives du compte que le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers ont reçu les avoirs du compte.⁵

⁴ Voir également *Rapport final de la Commission Bergier*, pages 443-444, 446, ainsi que le *Rapport de l'ICEP*, pages 81-83 .

⁵ Comme décrit tant dans le Rapport final de la Commission Bergier que dans le Rapport de l'ICEP, les banques suisses détruisirent ou ne gardèrent pas les documents relatifs aux transactions effectuées sur les comptes existant du temps de l'Holocauste. Il existe des preuves que des destructions se sont produites après 1996, alors que la législation suisse interdisait la destructions de tels documents. Le Rapport final de la Commission Bergier fait état à la page 40 du cas de l'Union de Banques Suisses, qui détruisit des documents même après l'entrée en vigueur de l'arrêté fédéral du 13 décembre 1996. La destruction massive de ces documents s'est produite alors que les banques suisses savaient que des demandes en justice étaient et allaient continuer à être déposées contre elles en relation avec les avoirs de victimes de persécutions nazies qui périrent dans l'Holocauste et dont les avoirs furent: (i) indûment versés aux autorités nazies, voir *Albers v. Credit Suisse*, 188 Misc. 229, 67 N.Y.S.2d 239 (N.Y. City Ct. 1946); Rapport final de la Commission Bergier, pages 443, (ii) indûment versés aux gouvernements communistes polonais et hongrois, voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 450-451, et probablement aussi à la Roumanie, voir Peter Hug-Marc Perrenoud, *Assets in Switzerland of Victims of Nazism and the Compensation Agreement with East Bloc Countries* (1997), et (iii) que les banques suisses usèrent pour leur propre bénéfice. Voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 446-469. "Les demandes en restitution déposées par des survivants, par des héritiers ou, en leur nom, par les organisations de restitution, alimentèrent la discussion sur les fonds en déshérence après la guerre." *Ibid.*, page 444 (page 426 de la traduction française). Les banques suisses continuèrent cependant les destructions à grande échelle et à faire obstacle aux demandes émanant des titulaires de comptes ou de leurs héritiers. Rapport de l'ICEP, Annexe 4, paragraphe 5 ; *In re Holocaust Victim Asset Litig.*, 105 F. Supp.2d 129, 155-156 (E.D.N.Y. 2000). Ainsi, comme le relève le Rapport final de la Commission Bergier, page 446 (page 428 de la traduction française), « les services juridiques des grandes banques se concertèrent en mai 1954, sur l'attitude à adopter, afin de disposer d'un système de défense commun quelle que soit la nature des revendications". De même, le Rapport de l'ICEP relève à la page 15, que les banques et leur Association exercèrent des pressions contre toute tentative de la part des autorités de se doter d'une législation qui aurait exigé la publication des noms des titulaires des *comptes sans héritiers*, législation qui, si elle avait été adoptée, aurait permis d'éviter les investigations de l'ICEP et la controverse de ces trente dernières années. De fait et dans le but de contrecarrer les effets d'une telle législation, l'Association suisse des banquiers encouragea les banques suisses à ne déclarer qu'un nombre de comptes inférieur à la réalité au cours de l'enquête de 1956. Le Rapport de l'ICEP contient à la page 90 la citation suivante, extraite d'une lettre du 7 juin 1956 de l'Association suisse des banquiers aux membres de son comité directeur : le maigre résultat de l'enquête contribuera, à n'en pas douter, à ce que la question [de cette législation] se résolve en notre faveur. " En conclusion, c'est l'appel au secret bancaire [...] qui motiva le plus souvent le rejet des prétentions des survivants de l'holocauste" (Rapport final de la Commission Bergier, page 455 et page 437 de la traduction française), lorsque les banques n'invoquaient pas à cette fin la prétendue inexistence d'informations, alors que la destruction massive de documents se poursuivit durant plus d'un demi-siècle. Dans ces circonstances, et en application des principes fondamentaux relatifs aux preuves contenus dans la législation des Etats-Unis et qui auraient été appliqués aux requêtes relatives aux avoirs en déshérence si la plainte collective avait poursuivi son cours devant les tribunaux, le CRT décide en défaveur des banques ayant détruit des documents relatifs aux comptes ou qui ne mettent pas ces documents à la disposition des administrateurs des requêtes. *Reilly v. Natwest Markets Group, Inc.*, 181 F3d 253, 266-268 (2nd Cir. 1999) ; *Kronisch v. United States*, 150 F3d 112, 126-128 (2nd Cir. 1998).